



### EXAMEN DE FIN DE SEMESTRE

---

Matière	:	Macroéconomie.
Session	:	Mai 2017.
Niveau	:	1 <sup>ère</sup> année – Semestre 1.
Durée	:	2 heures.
Responsable	:	Zakaria BENNANI.

---

#### Consignes :

- Chaque question n'admet **qu'une seule réponse juste et complète.**
- Toutes les questions sont obligatoires.
- Une réponse juste : +1 point
- Une réponse fausse : -0,5 point
- Pas de réponse : 0 point
- L'examen comporte 7 pages

#### QUESTIONS A CHOIX MULTIPLES :

1. Pour un gouvernement, un agrégat macroéconomique tel que le taux de chômage est un outil indispensable pour :

- A. Prendre une décision de politique économique. **X**
- B. Le comparer à un agrégat d'un autre pays.
- C. Appliquer les recommandations de la Banque mondiale.
- D. Demander des crédits auprès des instances internationales.

**X** 2. La monnaie prévalant dans les camps des nazis était :

- A. Le Deutschmark.
- B. L'Euro.
- C. Les cigarettes. **X**
- D. Les services rendus par les prisonniers.

3. La mondialisation est définie comme étant : (chassez l'intrus)

- A. La libre circulation des marchandises.
- B. La libre circulation des capitaux.
- C. La libre circulation des informations scientifiques et technologiques. **X**
- D. La libre circulation des hommes.

4. Selon Laffer :

- A. Les recettes fiscales sont très élevées lorsque la pression fiscale est optimale.
- B. Les recettes fiscales sont très élevées lorsque la pression fiscale est faible.
- C. Il n'y a aucun lien entre les recettes fiscales et la pression fiscale.
- D. L'équité fiscale est atteinte lorsque les recettes fiscales sont importantes.

5. Quand l'économie marocaine réalise un taux de croissance avoisinant les 7%, cela veut dire qu'elle devient :

- A. Une économie très développée.
- B. Une économie développée.
- C. Une économie similaire à celles des pays avancés d'Europe.
- D. Aucune des réponses précédentes n'est juste.

6. Dans une loi de finances, on trouve : (Chassez l'intrus)

- A. Les textes réglementaires.
- B. Les ressources et les emplois.
- C. Les budgets d'investissement et de fonctionnement.
- D. Le code des investissements.

7. Une loi de finances entre en vigueur lorsqu'elle est :

- A. votée par la première chambre.
- B. votée par la chambre des conseillers.
- C. votée par la première chambre et la chambre des conseillers.
- D. votée par tous les ministres du gouvernement.

8. Dans une loi de finances, on parle de ressources fiscales et non de recettes fiscales car :

- A. Les ressources fiscales sont à caractère prévisionnel.
- B. Les ressources fiscales sont à caractère définitif.
- C. Les ressources fiscales sont déjà encaissées par la direction des impôts.
- D. Les recettes fiscales sont la résultante des ressources fiscales.

9. Laquelle de ces affirmations est vraie ?

- A. La politique budgétaire et la politique monétaire sont intimement liées.
- B. Il n'y a aucun lien entre la politique budgétaire et la politique monétaire.
- C. La politique budgétaire biaise les mesures prises par l'Etat en matière de politique monétaire.
- D. La politique budgétaire est une conséquence de la politique monétaire.

10. Le système de planification a été préconisé par :

- A. Le système capitaliste.
- B. Le système socialiste.
- C. Le système libéral et néolibéral.
- D. Le système keynésien et néokeynésien.

11. L'équité fiscale veut dire que :

- A. Les recettes fiscales égalisent les emplois.

- B. Les ressources fiscales égalisent les emplois.
- C. Chaque employé doit payer l'impôt sur le revenu.
- D. Tous les contribuables doivent payer l'impôt selon la nature de leurs activités.

12. Pour Keynes, les mesures à prendre pour faire face à la crise économique consistent à :

- A. Accorder un rôle important à l'Etat.
- B. Marginaliser le rôle de L'Etat.
- C. Accorder un rôle important au secteur privé.
- D. Marginaliser le rôle du secteur privé.

13. Les "Lander" allemands sont une forme de :

- A. Régionalisation.
- B. Concentration administrative.
- C. Déconcentration administrative.
- D. Centralisation administrative.

14. L'évasion fiscale est le fait de :

- A. Payer l'impôt dû sans cacher le résultat réel.
- B. Payer l'impôt dû en cachant le résultat réel.
- C. Fuir l'impôt dû en transgressant les lois en vigueur.
- D. Fuir l'impôt dû en appliquant les lois en vigueur.

15. Les trois champs d'application de la RSE sont :

- A. Le politique, le social et l'environnemental.
- B. Le social, l'éthique et l'économique.
- C. L'économique, le social et l'environnemental.
- D. L'économique, le culturel et le politique.

16. Un modèle économique est :

- A. Une représentation simplifiée de la réalité économique.
- B. Une image du développement d'un pays avancé qu'il faut imiter.
- C. Une représentation très complexe des hypothèses de l'économie.
- D. Une image de la réalité exhaustive de l'économie.

17. La Division Internationale du Travail consiste à :

- A. Donner du travail aux pays pauvres.
- B. Recruter les citoyens des pays pauvres.
- C. Garder les fonctions à forte valeur ajoutée dans les pays avancés et sous-traiter les autres activités aux pays moins avancés.
- D. Diviser le travail entre les Etats-Unis et l'Europe.

18. Une coopérative est une forme de : (chassez l'intrus)

- A. Partage des risques entre les coopérants.
- B. Coopérer avec les entreprises du même secteur d'activité.
- C. Constituer une force de négociation pour vendre plus et mieux.

D. Chaque membre de la coopérative a un droit égal aux autres dans l'assemblée.

~~19.~~ Quand le Wali de Bank Al Maghrib déclare que les réserves de change de la banque centrale sont de 7 mois, cela veut dire que :

- A. Le Maroc dispose d'une manne importante de devises permettant d'assurer les importations pendant 7 mois.
- B. Le Maroc peut échanger les devises dont il dispose avec la monnaie nationale pendant 7 mois.
- C. Le Maroc dispose d'un potentiel d'exportation des marchandises pendant 7 mois.
- D. Le Maroc dispose de la monnaie marocaine convertible pour une durée de 7 mois.

~~20.~~ L'événement du tournoi de l'amitié de football organisé par le club de sport de l'ENCG de Tanger et financé par cette dernière via son compte bancaire est considéré comme étant :

- A. Des flux physiques et monétaires entre une IPSBL, l'Etat et une institution financière.
- B. Des flux physiques et monétaires entre une IPSBL, l'Etat et une institution non financière puisque les joueurs n'ont touché aucune rémunération.
- C. Des flux physiques et monétaires entre une IPSBL, l'Etat et une institution financière.
- D. Des flux physiques et monétaires entre une IPSBL, l'Etat et une institution financière.

21. Pour faire face à la crise, la logique néoclassique propose que :

- A. L'Etat doit compenser l'augmentation des prix des matières premières.
- B. L'Etat doit intervenir pour réguler le marché du travail.
- C. L'Etat doit taxer fortement les salaires des patrons des grandes entreprises.
- D. L'Etat doit baisser les salaires des hauts fonctionnaires publics.

ENCG

22. Les logiques keynésienne et néoclassique sont conciliables quand on intervient dans l'analyse :

- A. L'Etat.
- B. Le temps.
- C. Le travail.
- D. L'environnement économique.

23. Dans une économie socialiste :

- A. Les directeurs des entreprises sont payés au prorata de leurs parts.
- B. Les directeurs des entreprises sont payés par l'Etat.
- C. Les directeurs des entreprises sont bien payés lorsque la valeur des actions de leurs entreprises en bourse est élevée.
- D. Les directeurs des entreprises ne reçoivent aucun salaire.

24. Au Maroc, les produits alternatifs issus du système de la finance islamique :

- A. Datent de très longtemps.
- B. Sont dans un état embryonnaire.
- C. N'ont pas encore vu le jour.
- D. Ne peuvent pas être autorisés.

25. Pour Bank Al Maghrib, la monnaie se trouvant dans ses coffres forts constitue :

- A. Un stock ?

- B. Un flux ?
- C. En même temps un flux et un stock.
- D. Ni stock, ni flux ?

26. Le taux d'intérêt proche de 0 proposé par Keynes est un moyen de stimuler :

- A. La demande des biens et services.
- B. L'investissement.
- C. La demande du travail.
- D. L'épargne.

27. L'économie islamique interdit la thésaurisation pour :

- E. Encourager la consommation.
- F. Stimuler l'investissement.
- G. Réprimer les détenteurs de capitaux importants.
- H. Inciter les gens à payer les impôts.

28. Le PIB réel est un indicateur qui mesure :

- A. La richesse créée par les agents économiques au cours d'une année évaluée selon les prix de l'année en cours.
- B. La richesse créée par les agents économiques au cours d'une année évaluée selon les prix d'une année de base.
- C. La richesse créée par l'Etat au cours d'une année évaluée selon les prix d'une année de base.
- D. La richesse créée par l'Etat au cours d'une année évaluée selon les prix de l'année en cours.

29. "Les prix des biens et services produits l'année en cours sont supérieurs de 29 % par rapports aux prix des produits de l'année de base". Cela veut dire que :

- A. Le PIB réel a augmenté de 29 %.
- B. Le PIB nominal a augmenté de 29 %.
- C. Le déflateur du PIB augmenté de 29 %.
- D. Le déflateur du PIB réel a augmenté de 29 %.

30. Pour déterminer le bénéfice réalisé par une entreprise spécialisée dans la vente du prêt à porter, la direction des impôts se base sur :

- E. Une estimation indiciaire.
- F. Des calculs non forfaitaires.
- G. Des calculs forfaitaires.
- H. Le résultat de fin d'exercice de l'entreprise.

31. La délégation du ministère de la Jeunesse et Sports dans la ville de Larache constitue une forme de :

- A. Régionalisation avancée.
- B. Décentralisation administrative.
- C. Concentration des activités de sport dans cette ville.
- D. Centralisation des activités de sport dans cette ville.

32. Les activités commerciales générant des revenus mais non comptabilisés dans le PIB font partie de :  
(chassez l'intrus)

- A. L'économie formelle.
- B. L'économie perpendiculaire.
- C. L'économie parallèle.
- D. L'économie non parallèle.

~~33.~~ Le chèque est :

- A. Un ordre de paiement.
- B. Un ordre de virement.
- C. Une monnaie marchandise.
- D. N'est pas une monnaie.

34. Une approche mésoéconomique est :

- A. Une approche qui concerne une nation.
- B. Une approche qui concerne un secteur d'activité.
- C. Une approche qui concerne les consommateurs et les producteurs.
- D. Une approche à la fois globale et sectorielle.

35. Les étudiants de la faculté des sciences politiques s'élèvent en 2015 à 12543. Ce chiffre constitue selon la comptabilité nationale :

- A. Un stock ?
- B. Un flux ?
- C. En même temps un flux et un stock.
- D. Ni stock, ni flux ?

36. Le rôle des banques :

- A. Collecter l'épargne des agents à capacité de financement.
- B. L'intermédiation financière.
- C. Octroyer des crédits.
- D. Réaliser un profit maximum.

37. Les IPSBL SM sont :

- A. Organisations non gouvernementales.
- B. Des institutions étatiques.
- C. Des organismes étrangers.
- D. Des coopératives.

38. L'Etat doit encourager l'investissement pour : (chassez l'intrus)

- A. Augmenter l'épargne.
- B. Baisser le chômage.
- C. Stimuler les IDE.
- D. Augmenter les réserves de change.

39. L'évasion fiscale consiste à :

- A. Fuir l'impôt en appliquant la loi.
- B. Fuir l'impôt en transgressant la loi.
- C. Payer l'impôt en appliquant la loi.
- D. Payer l'impôt en transgressant la loi.

40. Dans le cadre d'une bonne gestion administrative entre le centre et la périphérie, laquelle de ces affirmations est fausse ?

- E. La centralisation administrative doit être accompagnée d'une déconcentration administrative.
- F. La décentralisation administrative doit être accompagnée d'une concentration administrative.
- G. La décentralisation administrative doit être accompagnée d'une déconcentration administrative.
- H. La centralisation administrative doit être accompagnée d'une concentration administrative.

Bon courage.